



# MADAGASCAR

## Economie du développement



Conseil Régional Auvergne, Réseau Education au développement, le 12 octobre 2011



Le développement économique, c'est la combinaison des changements économiques, sociaux, techniques et institutionnels d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit intérieur brut (PIB).

## **Développement = pré-condition à la croissance**

→ *Indicateur : indice de développement humain*

Certes la croissance économique est essentielle, cependant le bien être des humains ne se résume pas à l'économie et aux revenus.

→ Le développement se traduit par des changements dans plusieurs domaines : *la stabilité macroéconomique, la diversification de l'économie pour stimuler la croissance, le climat des affaires, la bonne gouvernance et l'amélioration de l'Administration, les infrastructures, l'éducation et la santé, l'environnement.*

*Diplôme Universitaire d'Education au développement durable, Arnaud Diemer, Didier Mulnet*



## → L'IDH de Madagascar

L'IDH est de 0.435, supérieur à un grand nombre de pays de l'Afrique Subsaharienne, cependant le pays apparaît au 135<sup>e</sup> rang (sur 169 pays) dans le groupe des pays à IDH faible.

Par rapport à d'autres pays d'Afrique, Madagascar présente une espérance de vie relativement élevée (61,2 ans) et une mortalité infantile plus faible (106/1000).

Son expansion démographique (2.7%) traduit une triple évolution : (i) une baisse du taux de fécondité (6.8 à 4.7 enfants par femme de 1990 à 2010); (ii) un taux de fécondité des adolescentes élevé (133 accouchements de jeunes femmes âgées de 15 - 29 ans pour 1000 naissances; (iii) une pression à la baisse sur le revenu national brut (953 \$, l'un des plus faibles du groupe).



	Classement <i>Groupe IDH faible</i>	<b>IDH</b>	Espérance De vie	Durée Moyenne de scolarité	Durée attendue de scolarité	Revenu National brut par hab (PPA en \$)
128	Kenya	<b>0,470</b>	55,6	7,0	9,6	1 628
129	Bangladesh	<b>0,469</b>	66,9	4,8	8,1	1 587
130	Ghana	<b>0,467</b>	57,1	7,1	9,7	1 385
131	Cameroun	<b>0,460</b>	51,7	5,9	9,8	2 197
132	Myanmar	<b>0,451</b>	62,7	4,0	9,2	1 596
133	Yémen	<b>0,439</b>	63,9	2,5	8,6	2 387
134	Bénin	<b>0,435</b>	62,3	3,5	9,2	1 499
135	Madagascar	<b>0,435</b>	61,2	5,2	10,2	953
136	Mauritanie	<b>0,433</b>	57,3	3,7	8,1	2 118
137	PapouasieNG	<b>0,431</b>	61,6	4,3	5,2	2 227
138	Népal	<b>0,428</b>	67,5	3,2	8,8	1 201
139	Togo	<b>0,428</b>	63,3	5,3	9,6	844
140	Comores	<b>0,428</b>	66,2	2,8	10,7	1 176



## → Les changements structurels du développement

### • *La stabilité macroéconomique :*

Madagascar renoue difficilement avec la croissance économique (0.6% en 2011), le pays continue à subir les conséquences du coup d'Etat politique de 2009 (chute de l'aide : 587 mds de MGA contre 957 mds): Chômage, 30% en 2010

Madagascar s'est engagée dans un programme d'austérité : le ralentissement de la croissance s'est traduit par une baisse des recettes fiscales (1905 contre 2117 mds \$ attendus); les ministères ont dû faire face à des coupes budgétaires importantes. Le déficit public devrait être de 1.3% du PIB en 2011.

La banque centrale de Madagascar s'est engagée dans une politique monétaire (taux directeur : 9.5%) visant à contenir l'inflation (10.1% en 2011) malgré un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires (+ 14%). La monnaie malgache est restée stable face aux grandes monnaies (dépréciation de 2% par rapport aux DTS. Les réserves de change (800 Ms \$) couvrent 3 mois d'importations.



Le déficit commercial s'est réduit (- 15.9% en 2011) sous l'impulsion des exportations du secteur minier (mica, quartz, Ilménite). Les exportations traditionnelles (agricoles, textiles) se sont effondrées. Les principaux marchés sont la France, l'Allemagne, la Côte d'Ivoire, les USA, l'Inde, la Chine...

### *Indicateurs macroéconomiques*

	2009	2010	2011*	2012*
Taux de croissance du PIB réel	- 3.7	0.3	0.6	2
Inflation (IPC)	8.5	9.6	10.1	9.8
Déficit budgétaire en % du PIB	- 2.5	- 1.6	- 1.3	- 1.2
Déficit commercial en % du PIB	- 20.6	- 17	- 15.9	- 15.3

*Source : OCDE, PNUD, 2011, (\*) prévisions*





- *La diversification de l'économie*

L'agriculture constitue un poste essentiel de la richesse nationale. Les principales cultures vivrières sont le riz, le maïs, les haricots, le manioc et la patate douce. L'Etat s'est cependant engagé à la fois dans une politique d'émancipation (expansion des terres arables, nouveaux entrepreneurs, systèmes d'irrigation) et dans une lutte contre l'exploitation illicite des forêts (la croissance de la sylviculture est ainsi tombée de 30.4 à 0.1% en 2010, tendance qui se poursuit en 2011).

L'industrie extractive contribue aux bonnes performances du secteur secondaire, notamment les investissements de la société QIT Madagascar Minerals (QMM) dans la production d'Ilménite (+121% en 2010), de Cobalt et de Nickel (+200% en 2011).



Le textile, présent dans les zones franches (95%) et détenu majoritairement par des investisseurs français, marocains et chinois, se replie (- 20% en 2011), souffre encore des conséquences du coup d'Etat : pas d'accès préférentiel aux USA, pas d'accord commercial préférentiel avec l'UE...

Le BTP s'est une nouvelle fois contracté (17.5% en 2010) à cause de l'arrêt de l'aide au développement. Ce sont essentiellement les pays donateurs qui financent ce secteur.

Le secteur tertiaire est principalement tiré par les bonnes performances du tourisme, qui est un stimulant pour la branche des transports (20.1% du PIB). Le nombre de touristes (180 000) est encore loin du seuil de 2008 (365 000) cependant les taux d'occupation de 2011 (70%) laissent présager de bons chiffres pour la fin d'année (30% en 2009).





## *Ventilation sectorielle du PIB*

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche, et chasse	28.3	28.8
Industries manufacturières	14.5	14.7
Electricité, gaz, eau	1.1	1.2
Construction	3	4.2
Vente en gros, détail, hôtels, restaurants	14	13.5
Transports, entreposages, communications	19.1	20.1
Finance, immobilier, services aux entreprises	1.1	0.4
Services des administrations publiques	4.3	4.4
Autres services	14.4	12.5

*Source : OCDE, PNUD, 2011*



- *Le climat des affaires*

La Banque Mondiale réalise une enquête et un classement (*Doing Business*) sur le climat des affaires dans près de 189 pays. En 2010, Madagascar occupait le 140<sup>e</sup> rang (139<sup>e</sup> en 2009).

-Le pays obtient de bons scores sur les points suivants : Protection des investisseurs (59<sup>e</sup>), Création d'entreprises (70<sup>e</sup>), Paiement des impôts (72<sup>e</sup>).

- Par contre de grosses difficultés touchent les points suivants : Exécution des contrats (153<sup>e</sup>), Transferts de propriété (162<sup>e</sup>), Obtention de prêts (176<sup>e</sup>), Fermeture d'entreprises (183<sup>e</sup>). Ainsi, l'enregistrement de titres de propriété prend 74 jours (et coûte près de 10% de la valeur du bien), la fermeture d'une entreprise prend près de 871 jours (pas moins de 38 démarches administratives sont nécessaires).

Malgré cet environnement, de nouvelles entreprises continuent à voir le jour (+ 56% en 2010 dans la capitale Antananarivo) et le microcrédit continue de suppléer le secteur bancaire privé (volume des prêts multiplié par 3 en 2010, le taux de couverture est passé de 5 à 12%, le montant des prêts évolue de 50 000 à 30 millions de MGA).



L'incertitude politique et économique a crispé les moteurs de la croissance.

-La consommation privée s'est comprimée de 2.3% en 2010 (destruction d'emplois), elle devrait poursuivre ce mouvement en 2011 (1.5%).

- L'investissement privé est également en train de se réduire (fin des grands projets miniers). Trois projets ont cependant apporté quelques retombées : création de la Nouvelle Brasserie de Madagascar (15 Millions \$), investissement de l'opérateur malgache Madamobile (47 Millions \$), investissement du groupe chinois WISCO - Wuhan Iron and Steel Co - (100 millions de \$) pour une concession sur l'extraction du minerai de fer. C'est surtout la crainte que les contrats ne soient pas honorés par le gouvernement actuel qui freine les investissements directs à Madagascar.

-L'investissement public s'est replié (55% en termes réels de 2008 à 2010) suite au recul de l'aide publique, ce qui a remis à plus tard de nombreux projets (la politique d'austérité a généré une baisse de 8.1% de la consommation publique).



## Moteurs de la croissance

	En % du PIB (prix courants)		En % de variation (volume)		
	2002	2009	2010	2011*	2012*
<b>Investissement (FBCF)</b>	13.4	32.1	-8.4	0	0.3
-Public	3.9	4.1	-18	0	3
-Privé	9.5	28	-7	0	0
<b>Consommation finale</b>	95.6	93.9	-2.9	-1.2	1.5
-Publique	8.4	11.9	-8.1	0.4	1
-Privée	87.3	82	-2.3	-1.3	1.6
<b>Commerce extérieur</b>	-9	-26.1	-	-	-
-Exportations	16	24.7	5.7	2.9	3.8
-Importations	- 25	- 50.7	- 8.1	- 1.8	1.2

Source : OCDE, PNUD, 2011, (\*) prévisions



- *La bonne gouvernance et l'amélioration de l'administration*

Le pays est aujourd'hui administré par Andry Rajoelina, ancien maire d'Antananarivo et chef du mouvement contestataire de mars 2009. Il est le président de la Haute Autorité de Transition ( HAT), en charge de trouver une solution nationale (référendum et élection en 2011). L'opposition s'est scindée en trois mouvances, chacune soutenant l'un des anciens présidents du pays.

Depuis la crise de 2009, la corruption a fortement augmenté à Madagascar. L'indice de corruption établi par *Transparency International* (plus cet indice est faible, plus la corruption est élevée) s'est dégradé en l'espace de 3 ans (3.4 en 2008; 3 en 2009; 2.6 en 2010). Un audit a été ordonné en juin 2010, cependant le pays peine à retrouver le chemin d'une bonne gouvernance et de la décentralisation.

Les efforts sont davantage tournés vers la stabilité de la dette publique (en 2010, 86.8 Mds de MGA auxquels s'ajoutent 47.9 Mds d'intérêts moins 16.6 Mds de déductions accordées par les créanciers) que vers une plus grande transparence du fonctionnement du pouvoir.



- *Les infrastructures*

Il faut ici dissocier le secteur formel (réseau de communication routier...) et le secteur informel. Dans son budget 2011, le gouvernement a prévu d'affecter près de 66 mds de MGA au développement des infrastructures formelles (travaux publics, transports, énergie, assainissement de l'eau, urbanisme). Le relèvement de l'investissement public (+32%) pourrait donner un coup de fouet à un secteur qui a subi de plein fouet la baisse des aides extérieures.

Depuis 2008 et 2009, sous l'impulsion d'Orange et Telma, le pays dispose d'un réseau de télécommunications. Les particuliers ont accès à un réseau haut débit (1 Mbit/s) pour un coût de 80€/mois. Les entreprises disposent d'un débit de 4 Mbit/s pour un prix de 1600€/mois. Ces tarifs sont élevés, il y a donc peu d'abonnés à internet dans le pays, soit 316 100 (autant que le Malawi).





- *L'éducation et la santé*

Les conditions de vie se sont dégradées au cours des dernières années, ainsi plus des deux tiers des malgaches vivent dans une extrême pauvreté, moins de 1.25 \$/jour. La malnutrition touche près de 35% de la population.

Il existe un lien entre la pauvreté et l'agriculture de subsistance ou l'emploi non agricole (peu qualifié), ce qui tend à confirmer l'idée que la réduction de la pauvreté doit passer par une amélioration de ces deux postes : accompagnement des programmes agricoles, hausses des dépenses d'éducation en matière de qualification.

Les questions démographiques sont étroitement corrélées aux questions d'éducation. Les femmes qui ont eu accès à un enseignement secondaire et supérieur, enregistrent les plus faibles taux de fécondité (4.7 efts par femme). Dans le même temps, le taux de fécondité des filles de 15 à 19 ans reste élevé (133/1000), ce qui peut signifier un faible niveau d'instruction. Notons qu'en 2010, 20% des femmes malgaches étaient analphabètes et que 50% n'avaient fréquenté que l'école primaire.



L'éducation constitue un véritable enjeu pour le développement du pays. Or les dépenses publiques qui lui sont consacrées, n'ont cessé de diminuer depuis 2005. Elles représentaient 18.9% des dépenses publiques en 2005 contre 13.4% en 2008. Les dépenses d'éducation représentaient aujourd'hui 2.9% du PIB en 2010 contre 3.2% en 2007. Le budget 2011 semble vouloir donner un nouvel élan au poste éducatif (rallonge de 94 Mds de MGA).

Malgré une scolarisation obligatoire des 6- 14 ans et une bonne fréquentation de l'école (10.2 années en moyenne), le taux d'inscription net reste faible : 24% dans le secondaire et 3% dans le supérieur.

Les dépenses de santé représentent près de 2.7% du PIB. Les problèmes sanitaires sont étroitement liées aux accès à l'eau. D'après l'Institut National de la Statistique de Madagascar (enquête démographique et sanitaire, 2009), seulement 41% des malgaches ont un accès à l'eau (dont 87% sont dans les zones urbaines et 33% dans les zones rurales).



- *L'environnement*

La question environnementale fait aujourd'hui partie de la politique du gouvernement, notamment en ce qui concerne la gestion des forêts. Trois objectifs sont mis en avant : (i) l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans le cadre du développement durable (lutte contre la déforestation, le marché noir..., reconstitution des gisements); (ii) la définition d'un cadre juridique permettant de finaliser une véritable charte environnementale (renforcement des règles d'exploitation des bois précieux); (iii) l'accroissement de l'efficacité du ministère de tutelle (augmentation des rentrées fiscales, formation du personnel, communication entre ministères, directions régionales et agents de terrains).



## BIBLIOGRAPHIE

BALLET J., RANDRIANALIJAONA M. (2011), *Vulnérabilité, insécurité alimentaire et environnementale à Madagascar*, L'Harmattan.

BOSC P.M, alii (2010), « Quelles politiques de développement durable au Mali et à Madagascar », *Economie Rurale*, n° 320.

BRASSEUL (2008), *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin.

GENDARME R. (2007), *Economie de Madagascar*, Cujas.

GUILLAUMONT P. (1985), *L'économie du développement*, PUF.

BERG E., GUILLAUMONT P., JANVRY A., MCGILIVRAY (2004), Analyser les relations Nord - Sud, *Revue d'économie du développement*, n°4, décembre.

OCDE (2011), *Perspectives économiques en Afrique*.

RAISON-JOURDE F., ROY G. (2010), *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar*, Kartala.

DABAT M-H, al (2008), « L'agriculture malgache peut-elle sortir de l'impasse démo-économique ? », *Autrepart*, n°46.

RAZAFINDRAKOTO M. ROUBAUD F. (2005), « Les pauvres, la démocratie et le marché, une analyse à partir de trois séries d'enquête auprès d'une population malgache », *Revue d'économie du développement*, vol 19.

GONDARD-DELCROIX C. (2009), « Spécificités des dynamiques de pauvreté dans deux régions rurales de Madagascar », *Economie Rurale*, n° 311.